



CONCOURS EXTERNE D'ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

SESSION 2013

Epreuve de langue vivante étrangère

consistant en une version et un thème (chacun de 3000 à 3300 signes maximum) et une composition écrite en langue étrangère portant sur une question posée se rapportant aux sujets abordés dans les textes proposés à la traduction, destinée à apprécier la capacité du candidat à exprimer une position critique, structurée et argumentée sur les sujets abordés dans les textes proposés à la traduction

Langue : ANGLAIS

EPREUVE N° 37

Durée : 5 h
Coefficient : 2

S U J E T

... / ...

NOTA :

- 2 points seront retirés au total de la note sur 20 si la copie contient plus de 10 fautes d'orthographe ou de syntaxe.
- Les candidat(e)s ne doivent porter aucun signe distinctif sur les copies
- Les épreuves sont d'une durée limitée. Aucun brouillon ne sera accepté, la gestion du temps faisant partie intégrante des épreuves.

VERSION (6 points)

2

Councils 'could cut youth unemployment by 20%'

Attempts to cut youth unemployment in England are being hampered by excessive bureaucracy and central government control, council leaders say. The Local Government Association (LGA) said increased local control could see youth unemployment cut by 20%.

In a report, the LGA said the present system was "overly complicated". But a spokesman for the Department for Work and Pensions (DWP) said there were "encouraging signs" that youth unemployment was on a downward trend. The DWP insists all programmes are "run locally". However the LGA said delivery of central government schemes did not amount to local control.

The LGA's David Simmonds said the current system was "simply not being effective. Local councils tend to be much more in touch with these young people who are facing long-term unemployment. They tend to know them through the services that they already provide to them and they are therefore in a much stronger position to work with them directly".

According to the LGA's research, there are currently 33 different national schemes, covering 13 different age boundaries, costing £15bn a year. More than 94,000 people completed hair and beauty courses last year, even though there were only 18,000 new jobs in the sector, it added. By contrast, in construction, around 123,000 people were trained for around 275,000 advertised jobs.

The LGA said this was partly caused by colleges being paid for every student who receives a qualification, regardless of the local need for those skills. Speaking on BBC Radio 4's Today programme from a studio in Coventry, Mr Simmonds added: "Here we have seen Jaguar Land Rover having a massive expansion. That's something which is very difficult for government to plan for but the local council - which is aware of what's going on through the planning process, knows the families who are already working at the factory and tends to know the people who are managing things - is in a good position to see what sort of trends are coming down the track".

Mr Simmonds said the LGA is "challenging" the government to improve the situation. "What is available, some of which is a legacy (from previous governments), some of which is new, is not helping to address the issue of long-term youth unemployment in the way that it should", he said. "We feel that by joining some of these things up at a local level, very much in the spirit of the localism agenda which has been set out by the government, we can actually begin to get some of the young people back into work". The report highlighted a number of areas where local authorities have little or no control, such as the Work Programme, which pays organisations based on their success at getting people into work.

The LGA said the current system is disjointed and offers organisations little incentive to work together, and the report concluded that councils should be the main commissioners of all employment programmes for young people. The DWP spokesman said: "Youth unemployment has been a big challenge for a decade but we've seen encouraging signs recently with the number of long-term unemployed young people falling last month. Through Jobcentre Plus we're already working locally with businesses and councils to help young people into work so unemployment continues to fall, and our Youth Contract will help nearly 500,000 young people over the next three years".

"And this autumn we will launch a new Traineeship programme which helps those who do not have the right experience or qualifications to get an apprenticeship or find a job."

Speaking about the mismatch between the number of people training for certain professions and the number of jobs available, the spokesman said the government recently announced it would provide more information to students about their local job market so they could make "informed choices".

(639 mots)

THÈME (6 points)

Les écoles de la "seconde chance" espèrent proposer 12 000 places d'ici 2012

Par Simon Jousset

Costume-cravate ou talons hauts pour les filles, ils sont déjà tournés vers le monde de l'entreprise. D'autres, plus décontractés, ont enfilé le tee-shirt à l'effigie de leur école. Des dizaines de jeunes gens sont venus à Paris, mardi 26 octobre, représenter leur établissement lors d'un colloque organisé par le réseau des écoles de la seconde chance (E2C).

Ils ne s'en cachent pas, le système scolaire classique ne leur a pas réussi. Les raisons sont multiples, et les décrochages nombreux. Ils seraient 150 000 chaque année à abandonner l'école sans diplôme. Un chiffre important, bien au dessus de la capacité d'accueil des écoles de la seconde chance.

Pourtant, du chemin a été fait depuis la création de la première E2C, à Marseille, en 1997. C'est Edith Cresson, premier ministre en 1991 et 1992, qui est à l'origine du projet. Aujourd'hui, ils sont 9 000 "stagiaires" à fréquenter les bancs de ces écoles pas comme les autres.

C'est le cas de Julie Duhamel, 19 ans dans un mois. Elle a décroché du système scolaire en classe de terminale BEP vente-formation qu'elle suivait au Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-Denis. La faute à des "*difficultés d'intégration*". *"Il y avait trop de garçons dans la classe, l'ambiance ne m'a pas plu"*, dit-elle. Difficile alors, avec un brevet des collèges, de trouver un emploi.

En deux ans, Julie n'a travaillé qu'un mois dans la téléprospection. Sans réel engouement. *"J'ai entendu parler des écoles de la seconde chance pendant la journée d'appel à la défense. J'ai décidé de postuler."* Dossier, entretien, la sélection est rude pour tester la motivation des candidats. Et faute de places, beaucoup n'ont pas accès à cette deuxième chance.

Depuis septembre, Julie va en cours 35 heures par semaine pour apprendre à rédiger son CV, à convaincre un futur employeur, et suit des cours de remise à niveau. Français, mathématiques, culture générale, autant d'enseignements nécessaires puisqu'à leur entrée dans les E2C, la moitié des jeunes ne maîtrise pas les quatre opérations de calcul. Mais le but premier des E2C est de servir de tremplin à l'adolescent pour son insertion dans le monde professionnel. Julie a déjà réalisé un stage de quinze jours dans un supermarché et vient de signer pour quatre semaines supplémentaires. Objectif : enchaîner les expériences avec les entreprises pour trouver sa voie. Puis multiplier les stages. Avec, à la fin peut-être, la signature d'un contrat de travail.

Après dix mois passés en moyenne dans les E2C, ils sont six sur dix à enchaîner sur un CDD ou sur une formation. Mais quatre sur dix ne trouvent pas de solutions immédiates.

"Pourtant, ils veulent tous s'en sortir, assure Sanâa Hasnaoui. Il n'y a pas vraiment d'échec puisqu'à partir du moment où ils intègrent l'école, ils font déjà un gros travail sur eux-mêmes. La valeur ajoutée de cette école, c'est qu'on considère les élèves comme des adultes. Nous ne sommes pas en concurrence avec l'éducation nationale, puisque ces jeunes n'ont pas les mêmes besoins que les élèves classiques."

Le réseau des E2C est maintenant bien en place. Soixante trois sites-écoles sont présents dans 14 régions. Le développement de ces établissements devrait s'accélérer puisque depuis l'an passé l'Etat a décidé de participer à leur financement. L'objectif est d'atteindre 12 000 places à l'horizon 2012, et de développer les E2C sur l'ensemble du territoire. Car leur répartition est loin d'être homogène.

Adapté du : LE MONDE pour Le Monde.fr, 26.10.2010

<http://www.lemonde.fr/societe/article/2010/10/26/les-ecoles-de-la-seconde-chance>

COMPOSITION ÉCRITE (8 points)

Policymaking relating to youth will need to address a number of challenges over the coming years if young people are to be supported to play their important role in European societies.

The share of young people who are neither in employment, education or training grew from less than 11 % in 2008 to more than 13 % at the beginning of 2012.

Discuss the challenges states across Europe are facing, often if not always in collaboration with local authorities, to prevent the marginalisation that youth unemployment could induce.